Le Front Populaire en Roumanie

Fin 1935

Après la troisième période de la politique aventuriste – dont le point culminant réside dans les événements sanglants de Grivila [1] – la résolution prise en février 1935 par le Comité Central du parti communiste roumain marque un nouveau tournant, cette-fois-ci dans un sens complètement opposé : le parti sombre dans la boue opportuniste. Il est dit dans cette résolution que le parti doit lutter pour la création "d'un front unique et d'un large front populaire, contre l'attaque patronale, la guerre et le fascisme". Laissons pour le moment de côté le "Front unique". Cette tactique révolutionnaire, clairement définie par le III^{ème} et le IV^{ème} congrès de l'Internationale Communiste et que les stalinien d'ailleurs ont privé de tout contenu de combat, ne leur sert que pour mieux brouiller les cartes, pour mieux masquer le tournant pourri : **l'abandon complet de la lutte de classe** remplacée dorénavant par le nouveau critère : le **statu quo sur tous les terrains**. La lutte révolutionnaire du prolétariat contre la bourgeoisie cède la place à une alliance de sommets avec les démocrates les plus pourris pour la défense du régime actuel (**dictature militaire**) contre le fascisme, les actions révolutionnaires sont remplacées par des actions légales sous prétexte qu'il faut "utiliser" la "légalité"; et pour ne pas effrayer les alliés "démocrates", aussi bien dans la presse légale qu'illégale, le terme marxiste "prolétariat" est remplacé par le terme vague (si cher aux fascistes !) de "peuple laborieux" ! Par son contenu, la presse illégale ne se distingue **en rien** de la presse légale, sinon par un langage plus impudent encore.

Pour obtenir l'alliance des politiciens bourgeois "démocrates" dans la "lutte" contre le fascisme, le Front Populaire devient le défenseur du régime existant en Roumanie, **c'est-à-dire de la dictature militaire qui y sévit, qui y condamne les ouvriers à la terreur et à la misère complète**. Pour cela ils y ont découvert ... des traces de démocratie ! [2] Hier ces messieurs hurlaient qu'en Roumanie il y a un régime fasciste, aujourd'hui, sur ordre de Moscou et microscope à la main, ils découvrent des "traces" de démocratie, pour justifier leur bloc infecté avec des personnages odieux, tel ... Dobrescu, ancien maire de Bucarest, ou M. Petre Pandrea, l'exemple vivant du "caméléon" politique. [3]

Pratiquement, le Front populaire n'a été réalisé que partiellement. Les "unitaires" l'ont repoussé, en lui opposant le "front unique prolétarien". [4] D'accord sur le fond du problème avec les communistes (collaboration avec les partis bourgeois), mais ne voulant à aucun prix une action commune avec eux (malgré les efforts de ces derniers qui ont fait toutes les concessions pour obtenir leur adhésion), les social-démocrates ont repoussé le Front Populaire en lui opposant le "Front démocratique" (c'est-à-dire l'action commune des partis "démocratiques" sans les communistes). Le Front populaire en Roumanie, c'est l'alliance du Parti communiste avec quelques éléments du parti national-paysan (on cherche à y entraîner les dirigeants tel Mihalache [5], etc..., mais jusqu'à présent ils ont refusé), les "Iunianistes" [6], le parti de Gheorghe Brătianu,[7] et divers personnalités démocratiques.

Voyons maintenant le front populaire à l'œuvre. Une première action a été menée pour obtenir l'amnistie des emprisonnés politiques. Au lieu de déclencher une agitation intense dans le prolétariat en faveur des emprisonnés, ce qui aurait eu pour résultat l'action directe du prolétariat, on a substitué à cette lutte révolutionnaire l'action légale. Des personnages tels Mme Elle Negruzzi "première femme avocate" (comme se plaît à le rappeler récemment *La Correspondance Balkanique*) soutenue "par toutes les forces démocratiques du pays", ont commencé une campagne **en mendiant** au roi Carol, pour la journée du 8 juin, [8] l'amnistie des emprisonnés politiques. Ainsi, même si l'amnistie avait été accordée, aux yeux des masses cela serait apparu comme une générosité de la part du roi, et aurait contribué à relever son prestige. Bien entendu, aucune amnistie n'a été accordée.

Une deuxième action de Front populaire, d'une importance beaucoup plus grande, c'est la manifestation du parti national-paysan, qui devait avoir lieu à la veille de la rentrée parlementaire. Pour renverser le gouvernement Tătărescu, les satrapes nationaux-paysans [9] ont annoncé une grande manifestation, qui devrait réunir plusieurs dizaines de milliers de paysans à Bucarest. Le Parti communiste a décidé **d'appuyer** cette manifestation, parce qu'elle est "l'expression de l'indignation des masses" ! Le gouvernement a naturellement interdit la manifestation, ainsi que celle des nationaux-chrétiens qui devait avoir lieu le même jour (cette deuxième manifestation avait pour but de **neutraliser** la première). Malgré cette interdiction, les chefs nationaux-paysans avaient annoncé que la manifestation aurait lieu.

Or, quatre jours avant, effrayés par la contre-manifestation des nationaux-chrétiens d'une part, ayant reçu probablement aussi l'assurance du roi Carol que la succession leur reviendra prochainement, sous prétexte qu'"après cette audience, la situation est complètement changée", ils décommandaient la manifestation.

En vue de cette manifestation, on a alerté des couches larges de paysans, on leur promettait que la victoire de cette "révolution" leur apportera du nouveau, et tout cela, avec l'appui des communistes ! Naturellement, l'indignation des paysans adroitement exploitée par les fascistes de tout poil, se retourna non seulement contre le parti national-paysan, **mais aussi contre son allié**, le parti communiste. Extrêmement édifiant de la déchéance complète du parti communiste et ses rampements devant le parti national-paysan, est le fait qu'après avoir constaté que "cette attitude constitue une trahison" (*Correspondance Balkanique*), au lieu de dénoncer devant les masses prolétariennes et les paysans pauvres ce parti, il s'accroche désespérément à lui (pour des raisons de politique extérieure), sous prétexte qu'"il faut **aider** le parti national-paysan à **comprendre** la gravité de la décision de sa direction, qui compose avec la camarilla (terme **bourgeois** pour désigner la clique bonapartiste) et lui faire comprendre la nécessité de sa participation à un rassemblement antifasciste" ! (*Correspondance Balkanique*, 25/11/1935, page 186)

Et Lothar Radaceanu (chef social-démocrate) d'écrire un article dans *Lumea Noua* en exprimant sa satisfaction que "les communistes aient enfin appris qu'il est utile de collaborer avec un parti bourgeois", mais en regrettant toutefois qu'ils ne sachent pas encore "quand et comment" soutenir un parti bourgeois.

Voilà où en sont les choses, voilà où mène la politique opportuniste qui ne profite qu'aux fascistes. Le mécontentement de plus en plus grand des paysans pauvres contre les chers "démocrates", (ils ont appris à leur propres dépens, pendant le gouvernement national-paysan, ce qu'ils valent en réalité) sous le fouet de la crise qui s'aggrave constamment, ne voyant pas d'issue à gauche, **parce qu'ils voient les communistes alliés à leurs persécuteurs**, c'est vers les bandes fascistes qu'ils se tournent, et ces derniers revendiquent déjà le pouvoir (bloc Vaida-Goga [10] à la Chambre).

Ce processus de radicalisation à la campagne, qui entraîne des couches de plus en plus larges, n'en est qu'à ses débuts. Mais le prolétariat écrasé de Roumanie, trahi par les social-démocrates et par les staliniens, n'est pas capable d'entraîner les paysans pauvres des villages et la petite bourgeoisie opprimée des villes, dans la lutte contre la bourgeoisie. La tâche actuelle, pour redresser le prolétariat est la même que partout ailleurs : création d'un parti révolutionnaire. Il se créera dans la lutte contre le stalinisme et la social-démocratie d'une part, contre le centrisme "unitariste" d'autre part. Cette lutte, les bolchéviks-léninistes roumains l'ont déjà engagée, et par la justesse et intransigeance, ils réussiront à vaincre.

Barta

Notes

[1] En février 1933, une grève avait éclatée aux ateliers de "Grivita", pour des revendications économiques. Après une lutte enragée, les cheminots ont réussi à arracher des concessions économiques ; mais comme les résolutions de Moscou caractérisaient la situation comme étant "révolutionnaire", ainsi que pour des questions de prestige (la grève a été conduite au commencement par le social-démocrate Bogatolu), les laquais qui dirigent le Parti communiste roumain ont poussé les choses à l'aventure en demandant des revendications politiques telle que "La Roumanie Soviétique". En réponse, le gouvernement, n'attendant qu'un bon prétexte, a fait fusiller quelques dizaines de travailleurs [*Note de Barta*].

[2] Voici la déclaration d'un bureaucrate du Parti communiste roumain : "Tant que des journaux légaux comme... peuvent paraître, il y a encore démocratie" [*Note de Barta*].

[3] Sa biographie, faite par le journal fasciste *Axa* [*L'Axe*] ("O lichea de stanga" ["Une canaille de gauche"]) nous apprend que ce triste personnage a changé plusieurs fois de théorie, correspondant à différentes politiques [*Note de Barta*].

[4] Malgré leur position "de principe" juste sur le problème (le groupe Popovici a même été exclu comme partisan du Front populaire), les "unitaires" s'accrochant à tout prix à la légalité bourgeoise (leur journal a été suspendu par le gouvernement), ils n'ont pas levé le petit doigt pour lutter pour ces positions [*Note de Barta*]. Le "groupe Popovici" était le parti socialiste dissident fondé en 1935 par le dirigeant syndical Constantin Popovici (1876-1940). Dans les années 1935-37 le Partidul Socialist (Popovici) participa à l'action dirigée par le Parti communiste de Roumanie en vue de former un front commun de lutte antifasciste.

[5] Ion Mihalace (né en 1883) était l'un des chefs historiques du Parti national-paysan.

[6] Du nom de Grigore Iunian (1882-1944), un politicien bourgeois membre du Partidul Radical-Tărănesc (Parti radical-paysan). Il établit des liens avec la camarilla du roi Carol.

[7] Gheorghe Brătianu (né en 1898) avait été l'un des fondateurs du Parti national-libéral.

[8] Le 8 juin 1930 le roi Carol est revenu en Roumanie [*Note de Barta*].

[9] Il est suffisamment connu que leurs méthodes de gouvernement sont les mêmes – souvent pires – que celles des libéraux [*Note de Barta*].

[10] Alexandru Vaida-Voevod (1872-1950) avait été l'un des dirigeants du Parti national-paysan. Premier ministre dès janvier 1933, il ordonna la répression sanglante des grèves de janvier-février. Partisan de la Garde de Fer fasciste, en 1935 il rompit avec le Parti national-paysan pour former un groupement fascisant, le Frontul Românesc (Front roumain)